Notes de lecture

Agnese Fidecaro, Stéphanie Lachat (eds) – *Profession : créatrice. La place des femmes dans le champ artistique*
(2007). Lausanne, Antipodes, « Existences et société », 220 p.

Cet ouvrage réunit toutes les recherches (sauf une) communiquées lors du colloque de l'Université de Genève, qui s'est tenu en juin 2004, sur un aspect particulièrement stratégique de la question des femmes artistes, celui de leur professionnalisation. Agnese Fidecaro et Stéphanie Lachat précisent en effet dans l'introduction que ce choix répond justement à « *la démarche des études genre* [qui] *implique une démystification du champ artistique* » parce que « *parler de métier, de carrière, de formations à propos de l'art, c'est l'envisager comme un marché, non pas seulement des œuvres, mais aussi du travail, auquel hommes et femmes accèdent selon des critères différenciés* ». L'approche féministe offre, dans ce sens, de nouveaux outils d'analyse à l'histoire des arts, non seulement en élargissant l'étude des œuvres à celle de leur contexte de production, mais aussi en les associant. Les différents articles de cet ouvrage en donnent un éventail pertinent, malgré l'inégalité de certains textes, par la pluridisciplinarité et la diversité méthodologique.

Maria Antonietta Trasforini, dans une version plus développée de l'article traduit dans le présent numéro, pose ainsi la nécessité d'aborder le problème de l'absence des femmes dans l'histoire de l'art et dans l'art par le prisme de la notion bourdieusienne de « *champ social de l'art* […] *con*[çu] *comme un espace social dans lequel interagissent de façon conflictuelle divers acteurs sociaux, porteurs et propriétaires de différents capitaux symboliques et d'intérêts qui leur sont associés* ». Cette approche ne peut donc que soumettre l'histoire à une relecture et à une réécriture. Deux méthodologies se sont ainsi imposées et associées : l'addition et la déconstruction. La première, lancée par les travaux de Linda Nochlin et d'Ann Sutherland Harris, vise à suppléer les manques et oublis de l'histoire académique, à formuler une 'nouvelle' histoire de l'art par la redécouverte des artistes femmes oubliées. La

seconde, illustrée par les travaux de Griselda Pollock et de Rozsika Parker qui, en utilisant des concepts issus d'autres champs disciplinaires tels que la psychanalyse, la sémiotique ou le marxisme, ont pour ambition de « *soumettre à une déconstruction minutieuse l'ensemble des discours et des pratiques de l'histoire elle-même* » afin de « *comprendre la raison profonde de l'oubli dans lequel furent plongées les femmes artistes* ». Ce principe méthodologique, celui de penser selon la notion de champ social de l'art, caractérise la direction générale de cet ouvrage avec des approches différentes, certains articles partant d'une approche purement sociologique, d'autres des œuvres et des artistes, toutes cherchant à déconstruire – avec plus ou moins de succès – la catégorisation du féminin dans la création.

Dans cette première perspective, Maria Antonietta Trasforini, en s'appuyant sur les salons de peinture du XIXe siècle, démontre, d'une part, comment la structure du milieu marginalise les femmes artistes qui ont accédé à la profession artistique et, de l'autre, comment le filtre genré de la mémoire les exclut de l'histoire jusqu'aux années 1970, décennie qui permet de leur redonner une visibilité perdue.

Dans un autre domaine, Hélène Marquié retrace une histoire sociale de la danse à partir de l'idée selon laquelle « [s]*a catégorisation* […] *comme féminine n'a* […] *aucun support biologique ou psychologique universel,* [et qu'] *elle résulte d'une construction culturelle, dans des contextes historiques et géographiques précis* ». Dès lors, du XIXe au XXe siècle, la figure de la ballerine évolue vers celle de la danseuse, en passant ainsi de l'exécution soumise au mythe de l' 'éternel féminin' monté de toute pièce par les hommes, à « *l'incarnation de la femme qui danse, pense, parle, écrit, et remet en cause les normes qui assignent aux femmes un corps, une place, un genre* ». Toutefois, malgré l'importance de grandes danseuses iconoclastes, « *le préjugé selon lequel la danse serait d'essence féminine reste fortement ancré* » et l'ensemble de la profession, des pratiques et du discours reste majoritairement dominé par le sexe masculin.

Marie Buscatto, quant à elle, propose une étude sur la hiérarchisation négative des chanteuses de jazz à partir de « *la difficile reconnaissance de leurs savoirs professionnels du fait d'une extrême 'naturalisation' de savoirs exprimés par et à travers leur corps* ». Enfermées dans un stéréotype corporel de séduction, les chanteuses travaillent de façon quasi naturelle l'expression scénique dans cette intention. Elles sont ainsi replacées dans l'image de la femme séductrice, l'homme étant ici le public. Le phénomène de dévalorisation par la naturalisation se poursuit avec la voix, corps invisible de la chanteuse. Si

elle est le fruit d'un très long apprentissage, les instrumentistes la jugent comme une chose naturelle, déconsidérant son travail et refusant de lui accorder le statut d'instrument, alors que les vocalistes transgressent à cette fin le rôle mélodique qui leur est généralement assigné.

Dans une approche différente, les autres communications placent les œuvres et les artistes comme symptômes du milieu de l'art, dans une perspective historique pour en dégager les rapports sociaux de sexe selon les périodes et les arts (littérature, théâtre, arts plastiques, cinéma). L'œuvre et l'artiste apparaissent ainsi comme une projection de ce « *champ social* ». Selon cette orientation, Valérie Cossy choisit deux textes d'auteures anglaises du XIXe siècle afin « *d'illustrer une nécessité de la critique littéraire pratiquée dans une perspective de genre : celle d'historiciser, de définir et redéfinir les rapports sociaux de sexe pour chaque période littéraire donnée, pour chaque genre littéraire* […] *quand ce n'est pas par rapport à chaque œuvre* ». Elle cherche ainsi à montrer, notamment avec le poème épique d'Elizabeth Barrett Browning, *Aurora Leigh* (1856), comment l'Angleterre victorienne mure les femmes dans la sphère privée, leur interdisant toute aspiration à une quelconque activité publique. Son héroïne décide, au contraire, de vivre sa vocation littéraire et aspire ainsi à l'idéal romantique de l'universalisation de la subjectivité. Dans une perspective additionnelle, Brigitte Rollet met en évidence, à partir du parcours de la cinéaste Jacqueline Audry, comment la construction d'une carrière de femme dans le milieu cinématographique connaît, à travers les époques, les mêmes questions liées au milieu lui-même (accès à la formation, affirmation, oubli) et travaille sa production (sources, signification, manière, thèmes). Première femme pour laquelle on féminise le mot 'réalisateur', Jacqueline Audry a détourné une morale dominante en imposant, par exemple, des personnages féminins et des problématiques contraires aux stéréotypes en vigueur ou en s'appropriant le genre du cinéma à costumes. Pour sa part, Sylviane Dupuis croit, non pas à un art de femme, mais à « *une construction sociale du masculin et du féminin en permanente évolution/redéfinition et rejaillissant, à chaque époque, sur l'art, sa définition et sa pratique, et d'autre part,* [à] *une libre créativité à l'œuvre dans l'art et l'écriture qui renvoie chaque créateur à sa subjectivité et à ses inventions propres, en matière de sexualité comme dans tout autre domaine de l'expérience ou de l'imagination* ». La dramaturge, en se fondant sur son parcours et son expérience, en vient ainsi à interroger l'écriture théâtrale comme l'un des derniers lieux de la création littéraire à s'être vus appropriés par les femmes. En

retraçant l'histoire de cette conquête, elle justifie ce retard, notamment par la dimension politique – et donc publique – du texte théâtral qui exclut les femmes, valorisées dans l'enfantement et non pas dans le fait de « donner vie *à des êtres de fiction porteurs d'un discours sur le monde ou sur l'homme* ». La femme ne cesse donc d'être un idéal, comme le démontre Dominique Kuntz Westerhoff. L'auteure opère un retour sur les « *textes et* […] *l'iconographie du mouvement* [surréaliste], *en montrant en quoi un dispositif s'y élabore autour du concept de 'la femme visible', qui détermine une utopie du féminin* ». Structure même du mythe fondateur du groupe surréaliste, la révélation féminine se constitue, en réalité et non sans contradiction, sur le mode « *d'une nécessaire invisibilité du féminin* », image même du désir et de son impossibilité. De cette lecture, l'auteure s'attache ensuite à pointer la masculinité à partir d'œuvres des femmes surréalistes qui dénoncent « *ce qui s'est précédemment joué dans le paradigme de l'apparition féminine, soit la mort du féminin dans sa désidentification figurale* ».

François Leperlier poursuit cette analyse avec l'exemple de Claude Cahun qui a traversé le mouvement surréaliste. Il s'appuie sur la question de la singularité et de l'exception qui fondent l'œuvre de Claude Cahun, pour interroger la valeur – comprise comme étant posée par la communauté masculine. Il interroge finalement la nature transgressive de la démarche de Cahun qui repose sur l'invention d'un *soi-même* mythique dont seule l'œuvre rend compte.

Enfin, partant de la dissymétrie profonde entre l'histoire de l'art et la place qui y est laissée aux femmes, Françoise Collin voit dans l'articulation art/féminisme telle qu'elle se joue dans les années 1970, la possibilité d'un rééquilibre. À partir de la notion aristotélicienne de la *praxis*, elle démontre comment l'art, parce qu'il est travaillé par le féminisme, donne lieu, non pas à la table rase, mais à une « *politique de la re-forme* » – à l'image de la société –, puis à une véritable esthétique. Mais la philosophe termine avec l'idée que, si l'artiste parvient à dépasser une rigidité sociale, voire un interdit, l'œuvre reste soumise à l'autorité du commentaire, qui « *contribue tout à la fois à la fiction du 'genre' et à sa transgression* ».

Perin Emel Yavuz
Doctorante en histoire de l'art
et esthétique
EHESS-CRAL

Eleni Varikas – *Penser le sexe et le genre*

(2006). Paris, PUF « Questions d'éthique », 132 p.

« *L'expérience singulière du monde par un 'je', né femme, est-elle communicable ? Est-elle formulable en des termes universels* ? » écrit Eleni Varikas en préambule de *Penser le sexe et le*

genre, posant ainsi d'emblée la question de l'articulation entre la formulation de l'expérience individuelle, en tant que femme, et son accès à l'universel. Elle s'attache à y répondre en analysant la tension entre une approche macro-structurale du monde social et la prise en compte des expériences individuelles de la domination. L'articulation des deux niveaux d'analyse contribue alors, par l'interrelation entre ces variations d'échelles, à fonder la légitimité d'une épistémologie du genre qui dépasse le cadre de la théorie féministe.

Le projet de l'auteure se situe ainsi à la croisée de l'histoire des idées, de la théorie politique, de la philosophie et d'une épistémologie du genre. Eleni Varikas met en œuvre une démarche doublement réflexive qui la conduit à esquisser sa propre socio-analyse en faisant part de son expérience biographique pour situer son propos, tout en contextualisant les configurations sociales, politiques et académiques qui, à certains moments de l'histoire, permettent aux femmes de ne pas tomber dans l'oubli et d'œuvrer pour que leurs contributions scientifiques et politiques aient une validité universelle.

En s'appuyant sur la tradition philosophique grecque, elle ancre sa réflexion dans l'espace ouvert du « *troisième genre* » qui, par l'entre-deux qui le caractérise, crée une brèche, un lieu « *fluide et indéterminé où se déploie une infinité de configurations possibles du masculin et du féminin* ». La différence des sexes s'y joue comme un rapport, un processus permettant de sortir des particularismes locaux ou nationaux pour élever au rang de concept le genre et lui donner accès à l'universalité. Le genre, dans cette optique, est une grille d'analyse d'un rapport de pouvoir antagonique entre les hommes et les femmes qui n'est plus subsumé à d'autres rapports sociaux. En pensant l'antagonisme de sexe comme une configuration de pouvoir, l'auteure autorise un renversement radical de la perspective qui amène à repenser les paradigmes de la connaissance en appréhendant les liens entre pensée politique et pensée scientifique.

Par exemple, en dévoilant les pratiques propres au monde académique et politique, Eleni Varikas apporte des outils pour subvertir les usages de l'enseignement de la théorie politique. En effet, en interrogeant l'histoire de la pensée politique à la lumière de la construction hiérarchique de la différence des sexes, il s'agit non seulement de saisir à quel point ces rapports de pouvoir sont constitutifs du politique mais aussi de montrer que l'impensé de la question du genre a fait écran à la compréhension des enjeux politiques des temps modernes et a légitimé toutes les formes de domination. Et cet impensé qui procède, en partie, de l'absence de langage pour formuler la liberté des femmes a, en conséquence,

aussi fait écran entre l'expérience singulière du sujet et son accès à l'universel. En cela, son analyse de l'imposition du projet universaliste est très éclairante pour comprendre comment, tout en maintenant la différenciation sexuée qui exclut les femmes, il a contribué à invisibiliser leur minoration. L'invisibilisation des femmes exprime le hiatus, la dissonance entre les idéologies de l'égalité et les pratiques, les expériences de domination vécues dans les rapports sociaux antagoniques. L'épistémologie du genre menée par Eleni Varikas met ainsi au jour les contradictions entre la croyance en une société inexorablement vouée au progrès, à la modernité, et l'adhésion à la doxa politique de l'égalité des sexes, mythe efficace qui évacue, au nom de l'idée d'égalité dans la République, l'inégalité fondamentale et fondatrice de ce régime qui exclut les femmes.

En donnant à voir les rapports de force qui ont construit la tradition de pensée de la modernité, elle oppose à la pensée académique qui a produit des principes et des concepts conçus comme des « *vérités immanentes* », une démarche en termes de rapports sociaux qui permettent leur usage, leur définition et leur légitimité. Eleni Varikas pense la genèse des concepts en les restituant dans leurs traditions de pensée mais aussi en considérant les enjeux de luttes pour les établir tant dans leurs territoires nationaux que dans la circulation internationale des idées qui les discutent. En cela, elle défend une conception sociogénétique de l'histoire des idées qui prend en compte la dimension des pratiques et leur efficacité dans la formation des idées et des concepts, ébranlant ainsi la croyance en un monde des idées, une *schole*, qui serait suspendue de tous déterminants sociaux et politiques. L'approche soutenue par Eleni Varikas contribue ainsi à réintroduire les rapports sociaux dans le débat d'idées. La démarche historicisante conduit en effet à mesurer tant les mécanismes sociaux qui produisent l'oubli historique des penseuses de certaines époques, comme au XVIIIe siècle, que les conditions de possibilité de s'imposer dans les différentes disciplines à la fin du XXe siècle.

En reprenant l'expérience des intellectuelles féministes contemporaines et en dévoilant les résistances à leur entrée dans le champ académique où la légitimité se conquiert de haute lutte, l'on peut appréhender la nécessité de restituer l'état des rapports entre dominants et dominé(e)s dans d'autres configurations. En cela, l'interrogation sur la définition des limites du pensable et sur l'apport des voix dissonantes permet de déconstruire l'apparence naturelle des manières et des outils de pensée, pour faire émerger les producteurs d'idées. C'est pourquoi l'expérience des acteurs doit être analysée en « *termes historiques, politiques et culturels* ».

C'est donc en brossant « *l'histoire à rebrousse poil* » qu'elle va développer ce qui peut être lu comme une proposition de méthode pour mettre au jour ce qui est caché sous ce qui s'est imposé à la postérité comme 'naturel'. À cette fin, elle prend pour objet d'étude les minoritaires, les oubliés. Ce travail d'historicisation est opéré en privilégiant ce qu'Eleni Varikas qualifie de « *perspective de l'échec* » à celle de la réussite. Cette approche sociohistorique permet de penser les rapports de force qui contribuent à forger des catégories, des définitions et des concepts par lesquels on pense le politique. Mais en portant l'accent sur ce qui a été disqualifié, tenu pour indigne et méprisable par la tradition scientifique et politique, l'on identifie les différentes configurations de l'antagonisme entre les sexes. Eleni Varikas lève alors le voile sur l'évincement de la question de l'exclusion ou de l'inclusion spécifique des femmes dans l'histoire de la démocratie historique. Et son analyse de l'imposition du principe d'universalité jette un éclairage sur les mécanismes sociaux qui ont assuré l'invisibilité politique de l'inégalité entre les sexes alors même que l'égalité formelle était accordée. En cela, la démarche proposée par Eleni Varikas soutient audacieusement que l'action politique a la science pour vecteur : le combat se mène à l'intérieur même de la connaissance. Elle suggère une révolution des structures mentales afin de défaire le genre de toute perception bicatégorique des sexes. Cette épistémologie offre ainsi des armes pour résister au sein de rapports de domination : le travail de déconstruction des catégories de pensée et d'action permet en effet de s'affranchir, en les requalifiant, des catégories dominantes.

Enfin, c'est en considérant « *l'enchevêtrement inextricable de l'expérience et du langage dont est issu le sujet dans sa double dimension de celui qui* endure *et de celui qui* agit », que s'expriment la tension et les dissonances avec les normes sociales, que se déploient des formes de résistance à la domination et que s'ouvrent des domaines du pensable. Et en saisissant au plus près les « *moments intuitifs* » de l'expérience formulée par les acteurs, comme autant de genèses obscures qui contiennent les amorces de changements potentiels, l'on atteste du caractère socialement construit de tout rapport au monde.

Si ce livre, très dense, est une contribution majeure à la théorie féministe, son approche sociogénétique constitue également un apport à l'histoire sociale des idées. En effet, cet ouvrage produit une analyse de la construction sociale et des conditions d'appropriation des usages, des concepts et des idées puisqu'il dévoile les enjeux, les pratiques de recherches et leurs traductions dans la formation des idées scientifiques. Par sa richesse documentaire, théorique et sa portée politique, ce livre tiendra à

coup sûr une place essentielle dans le renouvellement bibliographique des théories sur le genre.

Delphine Naudier
Sociologue
Cultures et sociétés urbaines
CNRS – Université Paris 8

Josette Trat, Diane Lamoureux et Roland Pfefferkorn (eds) – *L'autonomie des femmes en question. Antiféminismes et résistances en Amérique et en Europe.*
(2006). Paris, L'Harmattan « Bibliothèque du féminisme », 243 p.

Quels sont les reculs dans le domaine des droits des femmes ? À quelles résistances se confrontent aujourd'hui les féministes européennes, nord et sud-américaines ? S'agit-il de réactions antiféministes classiques ou est-on face à un nouveau type de discours ? Les remises en cause des droits acquis ces dernières décennies prennent-elles la même forme quel que soit le pays ?

C'est à ce type de questions, mais la liste n'est pas exhaustive, que se proposent de répondre les contributions réunies dans l'ouvrage coordonné par Josette Trat, Diane Lamoureux et Roland Pfefferkorn. Couvrant des pays d'Europe occidentale et orientale, d'Amérique du Nord et du Sud, cette publication fait suite au colloque international qui s'est tenu à l'Université Paris 8 à l'automne 2004 sur le thème « Rapports sociaux de sexe : retours en arrière et résistances ». Souhaitant poursuivre le travail de clarification qu'elle a elle-même entamé, l'organisatrice, Josette Trat, a sollicité d'autres chercheur(e)s afin d'examiner précisément l'importance des reculs éventuels, la nature des offensives antiféministes ainsi que les résistances féministes dans différentes régions du monde.

Saluons donc la parution de ce recueil d'articles, qui saura très certainement trouver une place en vue dans les bibliothèques des féministes. Sa première qualité est de dresser un tableau particulièrement éclairant des forces et stratégies antiféministes, d'une part, un panorama des avancées et des freins sur le plan des droits des femmes dans diverses régions du monde, d'autre part. Les auteur(e)s s'intéressent en effet aux facteurs alimentant les réactions conservatrices et abordent les contextes économique, politique et idéologique, marqués par une extension croissante du modèle économique libéral et un retour en force de l'ordre moral. Une attention particulière est portée aux mouvements féministes, à leur rôle dans l'évolution des rapports de sexe au cours du dernier siècle, ainsi qu'aux limites de leurs actions. À ce propos, plusieurs contributions établissent un lien entre offensive antiféministe et intégration des revendications féministes dans le domaine juridique et politique. Ce tableau est complété par l'étude des résistances féministes aux réactions conservatrices.

L'introduction pose le cadre dans lequel s'inscrit cet effort collectif d'élucidation des formes

que prend le *backlash*, pour reprendre l'expression de Susan Faludi [1]. Cette partie expose les axes d'analyse mobilisés dans les diverses contributions, comme les dynamiques économiques, politiques et idéologiques qui définissent le contexte dans lequel prennent place les réactions conservatrices. La globalisation économique a des répercussions importantes sur les rapports de sexe dans les pays du continent sud-américain (Mexique, Brésil) ; l'entrée des pays de l'ancien bloc communiste dans l'Union européenne s'accompagne pour la Bulgarie et la Pologne d'une dégradation conséquente du travail et de l'emploi des femmes. Les liens entre la montée des nationalismes et des conservatismes religieux et la remise en cause de l'autonomie matérielle et personnelle des femmes sont également mis au jour. Suivant le pays, l'ordre moral est un acteur influent dans les reculs observés en Pologne, ou dans les difficultés d'obtention de droits dans le domaine de la reproduction en Irlande. L'institutionnalisation du féminisme est également regardé à la loupe. Au-delà des effets positifs, les auteur(e)s abordent les limites de ce processus : la substitution des ministères ou des bureaux chargés des droits des femmes par des bureaux de l'égalité des chances, l'adoption d'un langage plus neutre, de politiques du *gender mainstreaming*, sont autant de mesures qui permettent d'occulter la question des rapports de pouvoir.

Un autre mérite de cet ouvrage est de distinguer, parmi les forces idéologiques qui s'opposent à l'autonomie matérielle et personnelle des femmes, entre antiféminisme et postféminisme. Cette distinction est assurément l'un des points forts des analyses qui composent cet ouvrage (textes de Diane Lamoureux et de Josette Trat). L'antiféminisme, qui renvoie à des discours conservateurs classiques, comme ceux issus par exemple des mouvements de la droite républicaine aux États-Unis, des conservatismes religieux, ou encore de certains courants psychanalytiques, défend la place respective des femmes et des hommes dans la société, le caractère naturel de la différence des sexes, ou encore 'l'ordre symbolique'. L'antiféminisme traditionnel valorise les valeurs familiales traditionnelles, s'attaque aux droits des femmes et remet également en question le principe d'égalité, à la fois entre femmes et hommes, entre classes, entre 'races' et entre sexualités. Ce premier courant est donc frontal. Trouvant un écho extraordinaire dans les médias, le postféminisme prétend que le féminisme est dépassé dans la mesure où l'égalité entre les sexes est réalisée. Il passe son temps à dénigrer les féministes sous le prétexte fallacieux que celles-ci présenteraient

[1] Faludi Susan (1993). *Backlash. La guerre froide contre les femmes*. Paris, Des femmes.

les femmes comme des victimes, les hommes comme des bourreaux ; en bref, il postule que cette représentation alimenterait la 'guerre des sexes'. Faisant l'impasse sur les rapports de pouvoir qui sous-tendent les relations entre les individus, ce second courant est incarné en Europe occidentale par des intellectuelles très médiatisées (Élisabeth Badinter, Marcela Iacub, Denise Bombardier). Mais le post-féminisme est également présent dans les groupes masculinistes qui connaissent un essor important outre-Atlantique. Confrontées à ces deux formes d'offensive, les féministes sont prises dans un étau. Diane Lamoureux et Josette Trat signalent enfin que l'anti-féminisme peut prendre les atours du postféminisme.

Un autre point particulièrement intéressant a trait à l'examen du rôle et de l'état des mouvements féministes dans les avancées de l'autonomie matérielle et personnelle des femmes. Le revers de la médaille de l'institutionnalisation du féminisme fait également l'objet d'une analyse éclairante. Plusieurs contributions établissent que le passage d'une rhétorique de l'émancipation à une rhétorique de l'égalité des chances, par exemple en Bulgarie et en Pologne suite à leur entrée dans l'Union européenne, permet d'occulter les discriminations systématiques à l'égard des femmes. En Irlande, Marie-Jeanne Da Col Richert d'abord signale que l'imposition du concept de genre dans les universités a fortement contribué à la vulnérabilité des études féministes ; elle indique ensuite que la défense des droits des femmes est cantonnée à un secrétariat d'État et que les résistances contre le droit à l'avortement et à la contraception n'ont pas fléchi.

À propos des mobilisations féministes, il faut relever que leur enlisement, voire leur essoufflement, ne peuvent être compris sans la prise en compte des discours idéologiques dominants sur l'individu libre, dégagé de tous rapports sociaux, et des propos dénigrant, voire attaquant le féminisme.

Au final, le tableau qui se dégage est contrasté, que ce soit sur le plan des reculs, des stratégies antiféministes ou encore des résistances féministes aux attaques contre les droits acquis au cours de la seconde moitié du XXe siècle. La situation des femmes et des hommes, quel que soit le domaine examiné, varie fortement d'un pays à l'autre, en raison de l'état des forces économiques, politiques et idéologiques. Ainsi, dans les pays d'Europe occidentale, les remises en cause sont moins frontales qu'en Europe orientale, région où le droit féminin à l'emploi est progressivement reconsidéré par les politiques économiques de restructuration ou par les autorités religieuses (Monika Wator, Katia Vladimirova). Dans un contexte économique marqué non seulement par un chômage important, la progression de la flexibilisation et la précarisation du travail, la

diminution des places en crèches et garderies, mais aussi par l'offensive contre le droit à l'avortement et à la contraception, la situation des femmes s'est fortement détériorée. La transition vers l'économie de marché, qui s'accompagne du désengagement de l'État dans le domaine social, participe à une reconnaissance différenciée du droit des femmes à l'emploi. Celui-ci est reconnu aux femmes diplômées et qualifiées, dans la mesure où elles ont davantage de probabilités de conserver leur emploi et de travailler à plein temps après le mariage ou la naissance d'un enfant. Les autres sont incitées à occuper un emploi à temps partiel, voire à cesser leur activité rémunérée, grâce à quelques allocations plus ou moins conséquentes.

Jeanne Fagnani, quant à elle, met en évidence l'existence d'une dynamique similaire dans le domaine de l'emploi en Allemagne, qui s'explique en grande partie par le modèle traditionnel d'organisation du travail des mères qui sous-tend la politique familiale et d'accueil de la petite enfance.

Avant de pouvoir repartir à l'offensive, encore fallait-il pouvoir bien identifier son ou ses adversaires. Remercions Josette Trat, Diane Lamoureux et Roland Pfefferkorn de s'être attelé(e)s à cette tâche.

Magdalena Rosende
Sociologue
Université de Lausanne

Christiane Veauvy, Marguerite Rollinde, Mireille Azzoug (eds) – *Les femmes entre violences et stratégies de liberté. Maghreb et Europe du Sud*
(2004). Saint-Denis, Bouchène, 392 p.

Ce ne sont pas moins de trente-deux contributions d'intervenant(e)s en provenance de douze pays – Algérie, Allemagne, Canada, Espagne, France, Haïti, Italie, Japon, Maroc, Portugal, Tunisie et Turquie – qui composent cet ouvrage collectif. Par leurs disparités, notamment disciplinaires, chacune d'elles apporte un éclairage particulièrement didactique aux problèmes soulevés aussi bien par les violences auxquelles les femmes ont été ou sont confrontées au nord et au sud de la Méditerranée, que par les pratiques qu'elles inventent pour mettre en œuvre des stratégies de liberté (dont certaines étaient esquissées dès le XIXe siècle) : « *À quelles violences les femmes ont-elles été et sont-elles confrontées en Méditerranée occidentale ? Quelles initiatives prennent-elles et quelles pratiques inventent-elles pour s'y opposer et pour mettre en œuvre aujourd'hui des stratégies de liberté ? Quels sont les liens et les ruptures entre passé et présent susceptibles d'éclairer le mieux, dans cette perspective, la Méditerranée considérée historiquement comme le berceau des trois religions monothéistes et le lieu par excellence de l'esclavage, du patriarcat et de l'expansion coloniale de l'Occident ?* » En

s'attaquant sans détour à des thématiques qui allient à la fois les violences faites aux femmes, leurs capacités de s'y opposer en développant des « *stratégies de liberté* », des contextes géographique, politique et historique particulièrement emblématiques de leur domination, ces contributions ne sont donc pas sans mettre en question non seulement l'histoire dominante mais plus généralement les sciences sociales au carrefour des religions, de la culture et de la politique.

Six parties importantes constituent la trame des démonstrations : « Les femmes dans l'histoire, la sociologie, la littérature et le droit » ; « Initiatives et pratiques de femmes face aux violences sociales et politiques » ; « Écriture(s) actuelle(s) de femmes de la Méditerranée » ; « Carrefour des religions, de la culture et de la politique » ; « La prostitution entre histoire, débat public et luttes de femmes » ; la dernière partie clôt l'ouvrage par une interrogation, « Vers la Méditerranée des femmes ? », titre final certes assez ésotérique, mais d'une poétique évocation et d'un possible optimisme, même si parfois « *le pessimisme de l'intelligence reprend ses droits sur l'optimisme de la volonté* ». Cette évocation succincte amène d'emblée un constat : le mode d'exposition choisi porte en lui le parti pris de présenter les différents terrains et approches dans une perspective d'abord essentiellement convergente et consensuelle – saisir « *la question du 'sujet-féminin' entre incertitudes, violences et stratégies de liberté* » (thème même du colloque international qui a donné lieu à cette production écrite) –, alors même, et c'est bien là une remarquable prouesse, que certains points de vue développés sont parfois diamétralement opposés (comme c'est le cas, par exemple, pour ce qui concerne le thème de la prostitution).

Impossible ici de tenter une synthèse des contributions tant elles sont riches, diverses et hétéroclites. Prenant parfois la « *forme d'un témoignage* », d'une mise en garde à l'encontre d'un « *comparatisme* » fondé sur les « *différences* » plutôt que sur les « *correspondances et affinités électives entre sociétés du nord et du sud de la Méditerranée* », ou encore d'une dénonciation de la tradition comparative entendue au sens étroit « *car le fait de comparer implique des catégories supranationales qui seraient appliquées à deux unités supposées symétriques* », ce qui reviendrait à ne prendre en compte que partiellement des différences culturelles plus complexes, etc. Invitant d'autres fois à « *déceler les attributs sur lesquels agit le mouvement des femmes pour faire en sorte que les transformations en cours n'échappent pas aux intéressées et ne les dépouillent pas de leur rôle d'actrices* » et à analyser le rôle des femmes dans ces contextes « *de superposition-*

encastrement entre structures démocratiques et garanties des droits d'une part, enclaves territoriales et interstices sous domination mafieuse » d'autre part, sans céder pour autant à la « *tentation de considérer n'importe quel signe de leur participation comme une marque d'émancipation* ». Continuer sur ce mode de présentation risquerait *in fine* de pervertir les développements tant empiriques que théoriques qui nous sont livrés avec un effet certain de résonance et d'interaction entre eux. Sans pour autant sous-estimer l'apport des autres contributions, arrêtons-nous sur deux d'entre elles.

La première parce qu'elle se présente sous une forme particulière par rapport aux autres. Il s'agit d'un entretien avec Michelle Perrot, mené par Christiane Veauvy, dans lequel la première nous convie en quelque sorte à focaliser notre objet de réflexion sur ce qu'elle nomme la « *transmission inconsciente* » : « *car après tout, qu'est-ce que l'on transmet inconsciemment à des enfants dont on a la responsabilité ? Autrement dit, il y a une immense culture féminine qui s'est construite à partir de la situation des femmes et qui constitue un champ que les sociologues, les historiennes, les ethnologues doivent évidemment défricher car il est très riche* ». Reste toutefois à éviter l'écueil de l'amalgame récurrent fait entre 'culture' et 'nature'…

La seconde parce qu'elle aborde la thématique générale sous un prisme singulièrement atypique et émouvant en ce qui me concerne. « *Que dire de l'amour qui n'ait été déjà dit ?* », nous demande Afifa Bererhi en guise de préambule. En explorant subtilement deux romans, à caractère fortement autobiographique, d'Assia Djebar, en l'occurrence *Ombre sultane* et *Vaste est la prison*, l'auteure nous amène à envisager « *l'absence d'amour* » comme étant le « *principe régulateur des rapports humains au sein d'une collectivité* ». Ce dont souffre le 'sujet-féminin' (et par extension l'Algérie comme société d'origine d'Assia Djebar), c'est donc de « *l'absence d'amour* » attribuée ici à l'éthique musulmane – « *femme & amour* » pourtant ô combien sublimés par les mystiques musulmans – « *car il n'y a pas d'Iseult en Islam…*[…] *car la mort musulmane est, quoiqu'on dise, masculine* ». Et de conclure, si justement, que « *la solution à trouver, à inventer, ne saurait être une solution d'importation car il est inévitable de prendre en compte les paramètres anthropologiques, culturels et religieux qui fondent la différence, même s'il faut ruser avec eux pour prévenir les obstacles à la liberté de la femme en milieu maghrébin* ».

C'est bien la question centrale du 'sujet' qui est posée par chacune des contributions, parfois explicitement, d'autres fois plus implicitement. De fait, Mireille Azzoug, Marguerite Rollinde et

Christiane Veauvy, coordonnatrices de l'ouvrage, nous proposent, au travers de leurs propres lectures et découpages, d'en retenir principalement trois approches : la production historique, sociale et politique d'un 'pseudo-sujet féminin' ; l'émergence de 'femmes-sujets' dans le mouvement des femmes et, enfin, la rupture qui se traduit par « *l'élimination du paradigme sujet/objet en tant que tel, en appelant l'autre à être le terme d'une relation d'échange* ». C'est dire que lorsque l'on entreprendra dorénavant d'investiguer le champ interdisciplinaire de 'l'histoire des femmes' pour le Maghreb et l'Europe de Sud, cet ouvrage, outre le fait qu'il comporte des bibliographies stimulantes et peu classiques (entendre ici 'non ethnocentriques'), constituera une référence quasi incontournable. D'autant que les échanges entre femmes du Maghreb et femmes de l'Europe du Sud, qu'il contribue activement à développer, peuvent représenter une voie essentielle de sortie de la culture d'une suprématie dominante, pour qu'émerge enfin une perspective postcoloniale dans les sciences sociales et dans la pensée contemporaine.

Djaouida Séhili
Sociologue, Université Paris 13

Jules Falquet – *De la cama a la calle : perspectivas teóricas lésbico-feministas*

(2006). Bogotá, Brecha lésbica, 83 p.

Ce petit livre bellement édité rassemble deux textes de l'auteure ; le premier, « Breve reseña de algunas teorías lésbicas », est le développement de la rubrique « Lesbianisme » publiée dans le *Dictionnaire critique du féminisme* [2]. Le deuxième texte, « La pareja, este doloroso problema. Hacia un análisis materialista de los arreglos amorosos entre lesbianas » est la version en espagnol d'une communication présentée au Ve Colloque international des études lesbiennes « Tout sur l'amour » (Toulouse, 2006).

Les deux textes sont centrés sur des sujets différents. Le premier, selon le commentaire même de l'auteure, est une sorte de catalogue, « *Tout ce que vous devez savoir sur le lesbianisme* », avec ses différents courants de pensée, la signification politique des diverses terminologies, ses formes de lutte en liaison étroite et conflictuelle avec le mouvement homosexuel et le mouvement féministe. Le deuxième revendique la force utopique des « *aménagements amoureux* » entre lesbiennes en rupture – et comme acte de résistance – avec les normes hétérosexuelles du couple. Ces deux thèmes sont ancrés dans une même analyse critique du contexte historique actuel, la mondialisation néolibérale ; ils affirment la même perspective matérialiste et internationaliste et relèvent de la même posture intellectuelle qui relie la pensée et l'action.

[2] Helena Hirata, Françoise Laborie, Hélène Le Doaré, Danièle Senotier (eds) (2004). Paris, PUF, 2e édition.

Dans tous ses écrits et interventions publiques, Jules Falquet manifeste le souci – parfois stylistiquement laborieux – d'énoncer l'imbrication des divers rapports sociaux (de sexe, de classe, de 'race'), d'affirmer la nécessité incontournable d'articuler les différentes luttes pour changer les bases d'oppression et d'exploitation. Le féminisme est politique, le lesbianisme aussi, d'où sa prise de distance par rapport à la tendance, portée par exemple par la Marche mondiale des femmes (et tant d'autres), qui formule les droits à 'la préférence sexuelle', une formulation qui traduit un alignement sur les positions du mouvement gai et une perte de radicalité sous l'influence du néolibéralisme des pays du Nord.

Au-delà d'une défense et illustration des positions lesbiennes, Jules Falquet veut s'adresser à l'ensemble de la société par un questionnement théorique et pratique du système hétérosexuel d'organisation sociale. C'est là, semble-t-il, que se situe la force de son interpellation. Le féminisme a voulu remettre en cause l'androcentrisme sans repenser l'hétérosexualité. C'est à un nouvel effort de décentrage que nous convie le lesbianisme qui loin de se réduire à une sexualité différente est une subversion politique de la société globale. Il s'appuie en effet sur une position spécifique, celle que donne le fait d'échapper à l'appropriation privée des hommes, à défaut d'échapper à l'appropriation collective qu'impose l'appartenance à la classe des femmes. En tant que sujets excentriques, les lesbiennes peuvent offrir une vision nouvelle de la société appropriable par tous. L'être femme est défini par les hommes et par rapport à eux. Que se passe-t-il lorsque l'on cesse, ne serait-ce que partiellement, d'être soumise aux conditions de cette définition ? C'est une vraie question. La réponse, si elle peut se formuler, peut-elle être réintroduite dans des pratiques hétérosexuelles ? Les esclaves marrons, auxquels il est fait référence pour illustrer la situation de transfuge du sexe, ont-ils la clé de ces troublantes interrogations ? Les réaménagements amoureux qui échappent à la structure du couple néonucléaire peuvent-ils constituer une utopie généralisable dans les pratiques hétérosexuelles ? et comment, alors, penser d'éventuelles maternités et paternités… ?

Dans les années 1970, la pensée féministe portée par un certain nombre de lesbiennes comme Nicole-Claude Mathieu, Colette Guillaumin, Christine Delphy, a été un stimulant pour le féminisme en général. On ne peut que se réjouir que le flambeau ait été transmis.

Hélène Le Doaré

Susan Martha Kahn – *Les enfants d'Israël : une approche culturelle de l'assistance médicale à la procréation*

(2006). Paris, L'Harmattan « Bibliothèque du féminisme », 224 p.

Le titre orignal de ce livre, *Reproducing Jews: A Cultural Account of Assisted Conception in Israel*, capte plus efficacement le message principal de Susan Martha Kahn que sa traduction française : les conséquences de l'importance accordée à la production des bébés juifs dans l'organisation des services de l'assistance médicale à la reproduction en Israël. Dans ce livre fascinant, dense, et pourtant très lisible, Kahn, anthropologue nord-américaine, nous explique les principes qui guident l'introduction des techniques d'assistance médicale à la procréation (AMP) en Israël. Israël est sans doute le meilleur endroit au monde où recevoir un traitement AMP, en particulier pour les femmes dont les ressources financières sont limitées. Pour des raisons à la fois culturelles – valorisation de la procréation et de la maternité dans la culture juive – et politiques – forte tendance pronataliste visant à assurer la continuité de la majorité juive du pays – Israël a adopté une politique très libérale de remboursement des services d'AMP. Une loi de 1995 a ouvert l'accès à l'AMP à toutes les femmes. Celles-ci ont droit – jusqu'à l'âge de 45 ans, parfois même au-delà –, à un nombre illimité de cycles de fécondations *in vitro* (FIV), financés par le système de santé national d'assurance maladie, et ceci jusqu'à la naissance de deux enfants, quels que soient leur statut matrimonial et leur orientation sexuelle. De plus, la valorisation sociale de la procréation encourage les femmes seules ou homosexuelles à avoir un enfant. Une fois devenue mère, cette qualité 'normalise' le statut social de la femme, indépendamment des moyens qu'elle a utilisés pour avoir un enfant.

Parallèlement, la rencontre entre l'IAD (insémination artificielle avec sperme de donneur) et la loi rabbinique (*Halacha*) a donné lieu à des dilemmes inédits. Les rabbins ont été très favorables à l'AMP. Cependant, selon la *Halacha*, si une mère juive mariée a un enfant d'un autre homme que son mari, cet enfant, qualifié de *mamzer*, est exclu de la communauté juive. En revanche, un enfant né d'une mère juive non mariée est juif de plein droit. Pour permettre l'accès aux croyantes à l'IAD et au transfert d'embryon, les rabbins ont trouvé une solution ingénieuse, qui consiste à utiliser du sperme d'hommes non juifs. Ces derniers sont exempts des règles pesant sur les juifs et, de ce fait, leur sperme est 'sans qualités' pour la loi juive : utilisé par une femme mariée, il ne produit pas de *mamzerim*. Le développement de l'ICSI (*intra cytoplasmic sperm injection* – injection du spermatozoïde directement

dans l'ovule, technique qui permet la fertilisation avec un sperme très pauvre en spermatozoïdes viables ; des hommes considérés auparavant comme stériles peuvent ainsi devenir pères) a limité le besoin d'utiliser le sperme d'un homme autre que le mari (dans le cas d'un couple marié), sans toutefois l'éliminer totalement. Un autre problème lié à la *Halacha* réside dans l'interdiction religieuse de concevoir des enfants quand la femme est 'impure', durant la menstruation. Or le prélèvement des ovocytes précédant la FIV provoque souvent des saignements utérins assimilés aux règles. Les médecins ont, par conséquent, dû élaborer des techniques de prélèvement qui limitent les saignements visibles.

Israël permet et encourage le don d'ovocytes. Dans ce cas, pour éviter la production de *mamzerim*, une juive pratiquante ne peut accepter le don d'ovocyte d'une femme juive mariée, puisqu'un tel ovocyte, fertilisé avec le sperme de son mari, produirait un enfant adultérin. Les ovocytes les plus recherchés sont ceux des femmes juives non mariées. Ceux des femmes non juives ne sont pas aussi bien vus, mais il n'y pas d'interdiction absolue quant à leur utilisation, la plupart des rabbins considérant celle qui accouche comme la véritable mère de l'enfant à naître.

Cette règle religieuse définissant la femme qui accouche comme la mère rend *a priori* problématique le recours aux mères porteuses. Les rabbins se sont pourtant accommodés de l'existence de cette pratique, en la qualifiant de moindre mal, puisque le recours à une mère porteuse juive conduit à la naissance d'un enfant juif. Israël est le seul pays au monde où les mères porteuses ne sont pas seulement tolérées, mais encadrées par une loi spécifique qui définit leur contrat, leur rétribution, et garantit un suivi, par les services sociaux des hôpitaux publics, des femmes qui portent l'enfant d'autrui. Seuls les couples mariés peuvent utiliser les services d'une mère porteuse. Si le couple est juif, elle doit l'être aussi. Elle doit en outre être célibataire, divorcée ou veuve, pour éviter la naissance d'un *mamzer*, tandis que l'embryon qu'elle porte doit obligatoirement être produit par FIV – soit par la fertilisation des gamètes du couple, soit en utilisant des gamètes d'un tiers.

La politique pronataliste de l'État d'Israël rend les techniques d'AMP accessibles à de très nombreuses femmes qui, dans d'autres pays, n'y auraient pas accès en raison de leur âge, de problèmes de santé, de leur statut familial ou par manque de moyens. Toutefois, cette politique ne gomme ni les différences de classe, ni celles de statut social. L'accès très libéral à l'AMP favorise l'intensification de l'activité reproductive des femmes juives et plus spécifiquement celle des femmes qui ne vivent pas en couple hétérosexuel. Les règles

d'accès à ces techniques en Israël, note Susan Kahn, ouvrent deux voies non traditionnelles de 'production' des juifs : d'une part, elles encouragent des femmes seules (le plus souvent célibataires) à avoir des enfants – mesure qui, dans la pratique, s'adresse aux femmes des classes moyennes – et, d'autre part, elles incitent des femmes seules issues des couches sociales défavorisées (le plus souvent divorcées) à produire des enfants pour les couples plus fortunés. Ce qui, de fait, constitue une politique d' « *optimalisation de l'exploitation des utérus juifs* », et de production d' « *enfants de bonne qualité* ».

La recherche de Susan Martha Kahn est une illustration efficace de l'idée selon laquelle les techniques de la biomédecine incorporent toujours les valeurs de la société qui les utilise : dans le cas qui nous intéresse ici, ces techniques servent les politiques pronatalistes, le nationalisme, et la glorification du rôle maternel de la femme, y compris en dehors du mariage traditionnel. De plus, l'utilisation de l'AMP en Israël valorise des liens du sang d'un type très particulier : ceux qui lient une mère (juive) à un enfant à naître via le cordon ombilical. Dans son livre philosophique, *Le Kuzari*, (dialogue fictif avec le roi des Khazars), le poète hébraïque médiéval Yehuda Halevi (1075-1141), a glorifié l'appartenance au peuple juif par le sang maternel. Les techniques médicales de pointe, telles qu'elles sont utilisées en Israël, renforcent cette vision bien ancienne des liens du sang, et facilitent l'intensification de la reproduction des juifs, telle qu'elle est définie par la *Halacha*. Un exemple à méditer pour tous ceux qui s'interrogent sur les rapports entre science de pointe, religion, nationalisme et reproduction des rapports de genre.

Ilana Löwy
Historienne des sciences
INSERM-CERMES